



## Les États-Unis et leurs alliés menacent la Corée du Nord de sanctions et d'une attaque militaire

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2016

[WSWS.org](#)

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Dans la foulée du cinquième essai nucléaire de la Corée du Nord vendredi dernier, l'Administration Obama fait pression pour de nouvelles sanctions sévères contre un régime qui est déjà actuellement l'un des plus isolés du monde. Une autre série de mesures punitives va exacerber la situation déjà tendue dans la péninsule coréenne, et va accroître le risque de conflit.

Hier, le Représentant spécial américain pour la Corée du Nord, Sung Kim, a déclaré que les États-Unis et le Japon, ainsi que la Corée du Sud, envisagent des sanctions unilatérales, en plus de celles qui pourraient être imposées par les Nations Unies. Depuis Tokyo, il a dit : « Nous allons travailler très étroitement au sein du Conseil de sécurité [de l'ONU] et au-delà à fabriquer la mesure la plus forte possible contre les dernières actions de la Corée du Nord. »

La Corée du Nord, cependant, a rejeté la menace de nouvelles sanctions comme « dénué de sens » et « hautement risible » et a exigé que les États-Unis la reconnaissent comme une puissance nucléaire. Une déclaration du ministère des Affaires étrangères a annoncé qu'elle travaillerait à améliorer son arsenal nucléaire « en qualité et en quantité », disant qu'elle avait besoin de se protéger contre l'agression américaine.

Le programme nucléaire de Pyongyang, cependant, ne fait qu'accroître les dangers auxquels est confrontée la classe ouvrière en Corée du Nord, en Asie et dans le monde. Ses menaces belliqueuses fournissent le prétexte à Washington d'accélérer son renforcement militaire en Asie du Nord-Est, non seulement contre la Corée du Nord, mais aussi contre la Chine, ainsi que de fournir le Japon et la Corée du Sud avec une justification pour une militarisation accrue.

À l'agence de nouvelles *Yonhap* hier, un responsable militaire sud-coréen anonyme a déclaré que le ministère de la Défense avait des plans, connu comme « la Corée : répression massive et représailles, » visant à détruire Pyongyang si la Corée du Nord montre des indications de la préparation d'une attaque nucléaire.

« Chaque quartier de Pyongyang, en particulier ceux où la direction nord-coréenne peut être cachée sera complètement détruit par les missiles balistiques et obus explosifs dès que le Nord montre des signes d'utilisation d'une arme nucléaire. En d'autres termes, la capitale du Nord sera réduite en cendres et supprimée de la carte », a dit la source.

Cette menace épouvantable correspond aux nouveaux plans opérationnels convenus l'an dernier entre les États-Unis et la Corée du Sud, connu sous le nom OPLAN 5015, ils

prévoient une attaque préventive contre la Corée du Nord et des opérations de « décapitation » pour éliminer ses hauts dirigeants y compris Kim Jong-un. Les États-Unis ont 28 500 soldats en Corée du Sud et, en cas de guerre avec la Corée du Nord, le pays assumerait le commandement opérationnel des forces de la Corée du Sud, qui, y compris les réserves, dénombre plus de 3 millions de personnes.

Après le quatrième essai nucléaire de la Corée du Nord en janvier, les États-Unis ont fait pression sur la Chine afin qu'elle accepte les sanctions les plus sévères de l'ONU à ce jour, y compris sur les exportations nord-coréennes d'or, de minerai de titane et de terres rares. Pyongyang est toujours en mesure d'acheter du pétrole et de vendre du charbon, tant que c'est « à des fins de subsistance », et non militaires. La Chine est de loin le premier partenaire commercial de la Corée du Nord, ce qui représente jusqu'à 90 pour cent de son commerce mondiale.

La Chine est l'objet de nouvelles accusations américaines qu'elle ne ferait pas assez pour freiner son allié et des exigences pour de mesures plus sévères. Pékin a critiqué le dernier essai nucléaire et a demandé à la Corée du Nord de commencer sa dénucléarisation, mais elle est réticente à imposer des sanctions qui précipiteraient l'effondrement du régime de Pyongyang et résulteraient en une Corée unifiée et alliée aux États-Unis.

La Chine est bien consciente que le renforcement des capacités militaires des États-Unis en Asie du Nord-Est fait partie de plus larges efforts américains pour l'encercler militairement et se préparer à la guerre. Pékin a vivement critiqué la décision américaine d'installer le système antimissile « Terminal High Altitude Area Defence » (THAAD) en Corée du Sud qui sappe la dissuasion nucléaire de la Chine.

L'indication la plus claire que l'appareil militaire et des renseignements américains prépare des mesures plus agressives contre la Corée du Nord a été la réponse de la candidate démocrate aux élections présidentielles, Hillary Clinton, à l'essai nucléaire. Dans un entretien préenregistré vendredi dernier avec CNN après avoir rencontré d'anciens responsables de la sécurité nationale des gouvernements à la fois démocrates et républicains, elle a suggéré que les sanctions avaient échoué et que d'autres mesures non précisées seront nécessaires. Il a été diffusé hier.

Clinton a déclaré que, si elle prend ses fonctions de présidente, « [nous] ne permettrons pas à la Corée du Nord d'avoir une arme nucléaire utilisable ». Interrogée sur ce qu'elle ferait, Clinton a d'abord indiqué qu'elle appliquerait une pression sur la Chine pour qu'elle arrête le commerce avec la Corée du Nord. « Nous devons commencer à intensifier nos discussions avec les Chinois, parce qu'ils ne peuvent pas vouloir d'une quelconque manière ce gros problème à leur porte », a-t-elle dit.

Pressée sur la question, Clinton a déclaré : « On ne va pas entrer dans tous les détails, » puis elle a mentionné l'Iran comme une indication de ce que son administration ferait : « des sanctions supplémentaires et prenant le même chemin [...] que je menais avec l'Iran, elles ont eu un impact important parce qu'elles ont marché, » a-t-elle dit, en ajoutant : « Nous allons donc travailler plus avec les sanctions [sur la Corée du Nord], parce que cela fait partie d'un ensemble stratégique, mais cela ne suffit pas. »

La référence de Clinton à l'Iran est significative. La stratégie de l'Administration Obama envers Téhéran était une combinaison de sanctions économiques paralysantes qui ont influé lourdement sur la population iranienne, et la menace constante de frappes militaires

dévastatrices non seulement contre les installations nucléaires de l'Iran, mais aussi ses forces armées et l'économie. Les responsables de la Maison-Blanche ont déclaré à plusieurs reprises que « toutes les options sont sur la table », y compris l'option militaire.

La « Stratégie globale » de Clinton envers la Corée du Nord est la même : faire pression intensément sur l'économie de la Corée du Nord, et, en cas d'échec, mettre Pyongyang à genoux par une action militaire qui menacerait de précipiter une guerre plus large. Un aspect plus sinistre des mesures américaines prises contre l'Iran – une opération secrète soutenue en collaboration avec Israël pour assassiner des scientifiques nucléaires Iraniens et saboter ses installations nucléaires – fait sans aucun doute l'objet de discussions en ce qui concerne la Corée du Nord.

John Negroponte, l'ancien directeur du renseignement national sous le Président américain George W. Bush, a déclaré hier que la Corée du Nord était « le danger le plus significatif auquel la prochaine administration devra faire face » et que quelque chose doit être fait au sujet de ses programmes nucléaire et de missiles. Comme Clinton, il a suggéré que « la vraie solution » doit aller plus loin qu'une autre résolution de l'ONU ou plus de sanctions.

Les remarques de Clinton et Negroponte reflètent des discussions intenses qui, presque certainement, prennent place dès maintenant derrière des portes fermées du Pentagone, des agences de renseignement des États-Unis et de la Maison-Blanche. Alors que de nouvelles sanctions sont vantées publiquement, d'autres plans, qui sont beaucoup plus risqués et plus provocateurs, sont en cours d'élaboration et de préparation, il se pourrait bien qu'ils soient mis en œuvre par le gouvernement actuel plutôt que le prochain.

Peter Symonds

Article paru d'abord en anglais, WWSW, le 12 septembre 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Peter Symonds](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2016

Articles Par : [Peter Symonds](http://www.wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)